

service que nous avons rendu à l'humanité et à la cause de la paix en arrêtant la guerre à temps.

A mon avis, c'est vrai et, dans toute analyse de la situation, nous devons en toute justice tenir compte du mérite acquis par cet effort pour mettre fin au conflit au moment où personne d'autre ne semblait disposé à le faire. A mon avis, ce n'est que justice et je le signale simplement pour faire comprendre qu'il est moralement mauvais de ne pas reconnaître le service rendu à l'humanité par l'Angleterre et la France et, pour tout dire, par Israël lui-même.

On ne saurait douter que, lorsqu'Israël est entré en conflit avec l'Égypte, il le faisait parce qu'il avait des renseignements sur les préparatifs russes, sur l'accumulation de vastes dépôts d'armes dans la péninsule de Sinaï et ailleurs, et qu'il a certainement rendu au monde le service de détruire une grande partie de ce matériel et d'en retarder l'accumulation peut-être de 12 ou 14 mois, sinon davantage. Il ne faut pas oublier ces considérations dans tout examen de la situation.

Cet après-midi, le ministre nous a dit quelque chose de la conférence diplomatique de Washington. Il a dit, je pense, que des représentants des États-Unis, de la France et d'Israël avaient eu des entretiens, à la suite desquels l'Israël a décidé de retirer ses troupes de la péninsule de Sinaï et de la bande de Gaza. Il a parlé, me semble-t-il, "d'ententes" ou "d'espoir"...

L'hon. M. Pearson: De suppositions.

M. Low: De suppositions de la part d'Israël. Je trouve fantastique que l'Israël, dont l'existence même est en jeu, accepte de retirer ses troupes et ses approvisionnements de ces deux régions sans avoir obtenu de quelqu'un des engagements bien définis. J'aimerais que le ministre nous renseigne un peu plus là-dessus. Les États-Unis n'ont-ils pas effectivement pris quelque engagement précis et, dans le cas de l'affirmative, quels sont ces engagements? Je trouve difficile à croire qu'Israël, avec toute l'intelligence dont il a fait preuve, se retirerait en se fondant seulement sur des suppositions.

Je ne voudrais pas que dans ce que je pourrai dire on puisse voir un reproche quelconque adressé au gouvernement du Canada, en ce sens du moins que nous ne prétendons pas qu'il ait fait quoi que ce soit qui ait pu contribuer à troubler le Moyen-Orient. Mais comme je le disais il y a un instant, nombreux seront ceux qui pourront être frappés par le fait que le Gouvernement ne semble guère se conformer à une politique précise. J'espère me tromper, et si je me trompe je

[M. Low.]

voudrais bien que le ministre, en répondant, nous explique avec précision quelle est la politique du Gouvernement à l'heure actuelle et quels sont les principes qu'il entend adopter en ce qui concerne l'ensemble de la situation du Moyen-Orient.

Je reconnais volontiers que le ministre a fait ce matin une analyse excellente de la situation. Il ne s'est pourtant pas engagé, ni en son nom ni en celui du gouvernement, à une ligne de conduite quelconque pour l'avenir. Attendu donc que le gouvernement ne semble guère avoir de politique, on pourra nous pardonner de croire qu'il n'en a pas. Je dois dire que la faillite morale n'a jamais manqué de sortir du défaut d'adoption d'une politique précise, fondée sur des principes élevés et fermement suivis. Je crains que les nations occidentales, notamment au cours des quelques derniers mois, n'aient singulièrement manqué du courage et de la hardiesse auxquels seuls peuvent donner naissance la pureté et l'élévation de l'intention et une moralité sans faille.

La politique de tous les gouvernements qu'intéresse la situation du Moyen-Orient doit être appréciée à la lumière de la stratégie mondiale du communisme. Qu'on me permette de jeter là-dessus un bref regard.

Toute personne sérieuse, tous ceux qui ont étudié les témoignages donnés au cours des quelques dernières années, ne sauraient manquer d'être convaincus que la Russie cherche toujours à dominer le monde et à imposer sur les peuples du globe le communisme, soit au moyen d'une action subversive et de la guerre froide, soit par la force, soit par les deux moyens réunis. Oublier cette tentative de domination mondiale ce serait faire preuve d'une monumentale sottise.

Tous les jours la Russie devient de plus en plus consciente de la puissance grandissante d'un autre État communiste, la Chine. Ce pays progresse rapidement. Son programme d'industrialisation s'est réalisé avec une rapidité effarante. Il n'est pas douteux que la Russie s'en rende parfaitement compte, qu'elle observe aussi, avec non moins de soins, l'accroissement assez alarmant de la population d'une Chine dont la population est déjà extraordinairement considérable. Je crois que la Russie craint que bientôt la Chine ne puisse plus être considérée comme un État satellite, qu'elle cherche une fois de plus à déborder ses propres frontières, et à se répandre sur l'Asie et l'Europe comme les orientaux l'ont fait au moyen âge sous Gengis Khan.

La Russie est animée de quatre raisons, toutes pressantes, d'assurer son prestige et sa force au Moyen-Orient aussi rapidement que possible.